

Pour sortir de la crise économique, oser la solidarité

Combien de temps durera la crise économique actuelle? La réponse dépend dans une large mesure des actions que poseront les pouvoirs publics et les acteurs socio-économiques. Car l'activité économique est d'abord une activité humaine. Et la science économique n'est pas une science pure où règnent les calculs infaillibles, les lois objectives et les résultats prévisibles : elle est une science humaine. On est dans le domaine des hypothèses, des choix et des valeurs.

L'action citoyenne en économie

Pourtant, en cherchant à contrer les effets immédiats du fiasco économique mondial, les pouvoirs publics recourent précipitamment aux mêmes recettes économiques traditionnelles pour prendre des décisions qui influenceront la trajectoire de nos sociétés pour de nombreuses années. Comment mesurer la pertinence de ces actions? Comment éviter de nous en tenir aux vieilles façons de faire qui nous amènent de crise en crise? N'est-il pas grand temps de valoriser d'autres modèles économiques comme ceux qui essaient partout au Québec et ailleurs dans le monde grâce à l'action citoyenne?

Notre histoire collective est en effet marquée par des innovations économiques et sociales portées par des groupes de citoyens pour trouver des sorties de crises efficaces. Dans les années 30, les coopératives agricoles ont sauvé l'agriculture au Québec. Depuis les années 70, ce sont les citoyens des quartiers urbains et des villages qui ont inventé de nouvelles façons de faire pour offrir des services essentiels au bien-être des collectivités (revitalisation des vieux quartiers industriels, CPE, logement communautaire, loisir et tourisme social, etc.). Nos artistes se sont aussi organisés d'une façon originale et viable pour créer, produire, diffuser et exporter, contribuant ainsi non seulement à notre dynamisme culturel, mais à la création de dizaines de milliers d'emplois et à l'édification d'un secteur économique majeur et prometteur. Ce sont des citoyens et des leaders dans des milieux ruraux qui ont innové dans des modes d'organisation pour sauver des villages en péril. Si les gouvernements du Québec ont successivement reconnu ce potentiel citoyen et la mobilisation des forces vives dans nos communautés au cours des dernières décennies, il devient urgent de les intégrer pleinement aux stratégies déployées pour contrer les effets désastreux de la crise qui fait rage. D'autres pays, comme le Brésil, le Guatemala, ou le Mali, comptent sur les initiatives locales et citoyennes pour relancer leur économie. Le Président Obama a aussi fait ce choix en faisant appel à l'action citoyenne.

Des choix de société majeurs

Aujourd'hui, il importe de mener un véritable débat public sur les choix qui s'offrent à nous. Nous sommes en effet confrontés à des choix de société majeurs qui doivent faire l'objet d'un vrai débat démocratique ouvert, informé et inclusif. L'économie doit être repensée en incluant les citoyens, d'autant plus que le contexte actuel fait appel à leur capacité maintes fois prouvée à inventer des modèles d'activité qui intègrent les valeurs sociales, écologiques et culturelles dont dépendent l'avenir et le véritable progrès du Québec.

Afin de participer activement à ce débat essentiel, plusieurs organisations de la société civile québécoise, actives dans les diverses sphères de la société, prendront la parole au cours des prochains mois pour proposer des stratégies de sortie de crise. Plutôt que de subir les diktats de la conjoncture et l'enlisement des débats partisans, nous proposons de miser sur l'abondance des possibilités en tenant compte des paramètres suivants :

- Une reconnaissance de la pluralité de notre économie qui s'appuie sur l'entreprise privée, le secteur public et l'action collective des citoyens à travers l'économie sociale.
- Une mesure du progrès qui s'appuie sur de nombreux indicateurs socio-économiques qui prennent en compte la qualité de vie et les disparités sociales et territoriales.
- Le respect de l'environnement par une harmonisation des rapports entre l'humain et la nature qui passe par le maintien des processus écologiques essentiels à la vie et par le respect des espèces et des écosystèmes, un respect mis grandement en doute par notre empreinte écologique actuelle.

- Une occupation des territoires qui permet au Québec de prospérer en s'appuyant sur toutes ses régions et leur interdépendance et qui mise sur la prise en charge des milieux de leur propre développement avec leur potentiel naturel propre et leur potentiel humain.
- La reconnaissance des arts, de la culture, et de la créativité humaine plus largement, comme axe fondamental du développement et de mise en valeur de nos collectivités.
- La prise en compte de l'interdépendance des économies dans le monde et de la fragilité des pays les plus pauvres qui se relèvent à peine de la crise alimentaire et autres catastrophes climatiques. Ils ont plus que jamais besoin de notre solidarité pour mettre en place leurs solutions à une crise qui les touche encore plus durement que nous.

Le prochain budget du Québec représente une première occasion pour engager le dialogue sur les choix collectifs à faire, qui ne peuvent se restreindre à des investissements publics, si massifs soient-ils, dans les infrastructures et dans le support aux entreprises en difficultés. La discussion démocratique devra se poursuivre avec encore plus d'intensité au-delà de ce budget 2009, afin de construire des stratégies de sortie de crise qui remettent l'être humain au cœur de l'économie. L'audace de la solidarité a toujours été une stratégie gagnante, ici comme ailleurs dans le monde. À nous tous et toutes d'oser ainsi, et plus que jamais.

Claire Bolduc, Présidente, Solidarité rurale du Québec

Simon Brault, Président, Culture Montréal

Michel Chaurette, Directeur général, CECI

Éric Lefebvre, Directeur général, CIBL

Harvey Mead, Responsable Commission économie, Nature Québec

Margie Mendell, Économiste, Université Concordia

Nancy Neamtan, Présidente-directrice générale, Chantier de l'économie sociale

Jean Robitaille, Directeur général, Association québécoise des centres de la petite enfance

Vincent van Schendel, UQAM, Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale

Michel Venne, Directeur général, Institut du nouveau monde